

LA PLACE DES LANGUES LOCALES AFRICAINES DANS LES SYSTEMES EDUCATIFS EN AFRIQUE DE L'OUEST

6 JUIN 2024

INTRODUCTION

Le jeudi 6 juin 2024, le Think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, WATHI a organisé un dialogue virtuel sur le thème : « La place des langues locales africaines dans les systèmes éducatifs en Afrique de l'Ouest » avec Dr Hamidou Seydou Hanafiou, Docteur en linguistique et sciences du langage.

Les pays d'Afrique de l'Ouest n'ont toujours pas réussi à intégrer correctement les langues locales à leur juste place dans les systèmes scolaires. L'éducation dans cette région, entre héritage colonial et outil de modernisation et d'intégration, se heurte à des défis structurels et endogènes qui lui sont propres. La question des langues locales constitue l'une des problématiques clés des systèmes éducatifs ouest-africains.

Dans un premier temps, la massification scolaire dans le contexte postcolonial a conduit à une hiérarchisation des langues et des dialectes. Il existe ainsi une dichotomie presque concurrentielle entre langues locales et langues officielles dans l'éducation. Les langues officielles, majoritairement utilisées à l'école, en plus d'être enseignées comme matières, servent aussi à dispenser les programmes scolaires. Les cours sont le plus souvent donnés en français, en anglais ou en arabe, et non en wolof, en bambara, en éwé, en igbo, etc.

Les langues officielles d'enseignement ont ainsi acquis une certaine légitimité, voire autorité, tandis que les langues locales ont été reléguées en marge des systèmes scolaires, injustement considérées comme inadaptées à l'instruction. La réduction de la diversité linguistique dans l'éducation ouest-africaine est souvent justifiée par la crainte de divisions ethniques ou ethnolinguistiques et par la volonté de conserver des langues internationales, perçues comme gages d'ouverture. Les dialectes locaux sont le reflet de cultures, de traditions et d'identités profondément ancrées dans la région. Ils sont utilisés quotidiennement dans les familles, dans la vie sociale et lors des célébrations. Vivantes et maîtrisées par les populations bien plus que les langues officielles, ces langues devraient logiquement être réintroduites dans l'instruction, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, de renforcer l'apprentissage et de favoriser l'alphabétisation.

L'enjeu est de redonner aux langues locales leur place non seulement à l'école, mais aussi au sein des institutions. Souvent reléguée au second plan derrière les questions d'équipements, d'infrastructures ou de qualité de l'enseignement, l'intégration des langues locales à l'éducation mérite pourtant une attention accrue de la part des acteurs étatiques et régionaux. Au-delà d'un choix symbolique et politique, cette inclusion pourrait avoir un impact concret et positif : une meilleure compréhension des programmes, une éducation plus inclusive, la réduction des inégalités d'accès au savoir... Autant d'arguments qui plaident pour une revalorisation des dialectes locaux dans l'école ouest-africaine. On peut retenir de ce dialogue virtuel que les langues locales constituent un atout culturel et pédagogique de premier plan. Elles sont à la fois des vecteurs d'identité, de culture et de cohésion sociale et des outils efficaces pour faciliter la compréhension des concepts et stimuler le développement cognitif des apprenants.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Dr. Hamidou Seydou Hanafiou, Enseignant chercheur à l'Université Abdou Moumouni de Niamey, chef du département de linguistique et des langues nationales (LILAN) de l'Institut de recherche en sciences humaines. Il a été le coordonnateur de l'Initiative Écoles et langues nationales en Afrique (ELAN) de 2015 à 2021.

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- En Afrique de l'Ouest, la question de la langue utilisée dans l'enseignement demeure l'un des enjeux éducatifs majeurs. Dans la majorité des pays, la langue pratiquée à l'école diffère de celle utilisée au quotidien, et ce, dès les premières années de scolarité. Cette réalité crée un décalage linguistique qui affecte directement la qualité de l'apprentissage. La plupart des pays de la région sont marqués par une grande diversité culturelle et linguistique, avec parfois plusieurs dizaines de langues parlées sur le même territoire. Pourtant, ces richesses ne sont pas pleinement prises en compte dans les systèmes éducatifs, qui privilégient presque exclusivement les langues officielles héritées de la colonisation à savoir le français, l'anglais ou l'arabe au détriment des langues locales.
- Des études pédagogiques, notamment celles menées par l'UNESCO et par le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC), montrent qu'il est beaucoup plus simple d'apprendre dans sa langue maternelle. Les résultats scolaires sont significativement meilleurs lorsque l'enseignement est dispensé dans la langue que l'enfant maîtrise. Par exemple, les données indiquent qu'un élève ayant reçu un enseignement dans sa langue maternelle a 30 % de chances en plus de savoir lire correctement à la fin du cycle primaire.
- Contrairement à certaines idées reçues, le problème n'est pas celui de la survie des langues locales (elles sont bien vivantes, parlées dans les foyers, les marchés, les lieux publics) mais de leur absence dans les institutions. Que ce soit à l'école, dans les administrations, dans les médias publics ou dans les instances officielles, ce sont les langues coloniales qui dominent. Cette situation contribue à créer une fracture entre l'espace scolaire et l'environnement quotidien de l'enfant.
- L'accès universel à l'éducation est un objectif affirmé par tous les pays ouest-africains. Cependant, dans la pratique, le système éducatif tel qu'il est conçu aujourd'hui, avec un enseignement presque exclusivement en langue officielle, crée des inégalités structurelles. Les enfants issus de familles où les parents ne maîtrisent pas la langue d'enseignement partent avec un désavantage considérable. Ils ne peuvent bénéficier d'un appui à domicile pour leurs devoirs ou leurs révisions, contrairement aux élèves dont les parents comprennent et pratiquent la langue de l'école. Ce déséquilibre se traduit par des retards d'apprentissage, une perte de confiance et parfois un décrochage scolaire précoce.
- Selon le PASEC, les performances moyennes des élèves ouest-africains en lecture et en mathématiques sont globalement en dessous du niveau requis à la fin du primaire. Le manque d'infrastructures, la pénurie d'enseignants, les difficultés d'adaptation face aux crises (pandémies, conflits armés, déplacements de populations) sont des facteurs qui expliquent ces résultats. Toutefois, la barrière linguistique joue un rôle déterminant. Les études montrent qu'un enfant qui apprend d'abord à lire, écrire et raisonner dans sa langue maternelle acquiert des compétences cognitives solides qui facilitent ensuite l'apprentissage d'une deuxième langue. À l'inverse, commencer directement dans une langue non maîtrisée oblige l'élève à fournir un double effort : comprendre la langue et assimiler les notions scolaires.
- Revaloriser les langues locales dans l'éducation formelle implique de revoir un système éducatif en place depuis des décennies. Cela suppose non seulement une volonté politique claire, mais aussi un travail technique et logistique considérable. La multiplicité des langues parlées dans certains pays rend la tâche complexe. Par exemple, le Nigeria compte plus de 500 langues, le Bénin plus de 50, et le Mali plus d'une trentaine. Intégrer cette diversité dans un cadre scolaire exige un effort de standardisation et de codification : choix d'une orthographe unifiée, production de manuels, création de contenus pédagogiques adaptés.
- Cela implique aussi de former les enseignants à travailler dans les deux langues : la langue locale et la langue officielle. Les manuels, le matériel pédagogique, les modalités d'évaluation et même les

programmes de lecture doivent être adaptés. Ce processus est coûteux, mais il n'est pas irréalisable. Dans plusieurs pays, les équipes de rédaction de manuels et les techniciens de production pédagogique disposent déjà des compétences nécessaires pour s'adapter à de nouvelles langues. Un exemple concret est celui du Mali, qui a lancé des programmes pilotes d'enseignement bilingue dès les années 1980, avec des résultats encourageants. Toutefois, faute de financements et de coordination nationale, ces programmes restent limités à certaines régions.

- Il est important de préciser que l'intégration des langues locales ne signifie pas l'abandon des langues officielles. Ces dernières restent essentielles pour poursuivre des études supérieures, accéder à des documents techniques ou scientifiques, et s'intégrer dans un marché du travail mondialisé. Le Niger est souvent cité comme pionnier dans ce domaine. Dès 1973-1974, il a ouvert sa première école bilingue. Le modèle nigérien repose sur un enseignement initial en langue maternelle, suivi d'une introduction progressive du français. Cependant, malgré cinquante années d'expérimentation, cette approche n'a jamais été généralisée à l'ensemble du pays. Les causes sont multiples : instabilité politique, faiblesse du cadre institutionnel et dépendance excessive vis-à-vis des financements extérieurs. En effet, de nombreux projets sont portés par des partenaires internationaux comme l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), l'Union européenne ou l'UNICEF. Une fois les financements épuisés, l'État peine à prendre le relais, ce qui fragilise la pérennité des initiatives.
- L'un des obstacles les plus importants est l'absence de volonté politique forte. Dans plusieurs pays, les dirigeants considèrent encore que les langues locales sont des vecteurs potentiels de division ethnique ou communautaire. D'autres estiment que leur usage dans l'enseignement nuirait à la compétitivité internationale. Pourtant, de nombreux chercheurs et pédagogues démontrent le contraire : l'apprentissage en langue maternelle renforce la cohésion sociale et n'exclut pas l'ouverture au monde.
- La société civile a un rôle clé à jouer pour influencer les décideurs et inscrire la question à l'agenda politique. Cela passe par des campagnes de sensibilisation, la valorisation des expériences réussies et la mobilisation des communautés éducatives. Les conséquences de l'inaction sont visibles : près de 50 % des enfants ouest-africains n'ont pas acquis les compétences attendues à la fin du premier cycle, ce qui alimente le décrochage scolaire, le chômage des jeunes et un faible taux d'alphabétisation.

RECOMMANDATIONS

Pour répondre aux défis identifiés et favoriser une intégration effective des langues locales dans les systèmes éducatifs ouest-africains, plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées :

- Il est tout d'abord essentiel d'intégrer les langues locales dans l'enseignement dès le premier cycle, en adaptant les manuels scolaires et l'ensemble du matériel pédagogique afin de faciliter la participation des communautés et de réduire les retards de compréhension qui mènent trop souvent au décrochage scolaire. Les États devraient définir des politiques éducatives prenant en compte la position linguistique des enfants et des jeunes afin d'obtenir de meilleurs résultats d'apprentissage, en particulier dans les premières années de scolarité.
- Il convient également de promouvoir et protéger la langue maternelle, non seulement pour ses effets positifs sur les résultats éducatifs des enfants et des jeunes, mais aussi en tant qu'expression fondamentale de l'identité et du patrimoine culturel.
- Un processus de revalorisation des langues premières et locales dans les programmes scolaires doit être engagé, avec un investissement significatif dans les infrastructures, les ressources pédagogiques et la formation des enseignants, afin d'assurer un apprentissage efficace.
- La formation des enseignants constitue un levier central. Ils doivent être formés à l'utilisation des langues locales comme langues d'enseignement et d'apprentissage, avec une formation couvrant la méthodologie pédagogique, la conception de supports et l'évaluation des apprentissages dans ces langues.
- La disponibilité de ressources pédagogiques de qualité dans les langues locales est un autre pilier

incontournable. Il est nécessaire de développer des manuels scolaires, des livres de lecture, des supports audiovisuels et d'autres outils dans les langues locales, tout en soutenant la recherche et le développement de nouvelles ressources adaptées aux besoins des élèves et des enseignants.

- Repenser la chronologie d'apprentissage. Première étape : consolider les bases (lecture, écriture, calcul) dans la langue maternelle ou une langue locale largement partagée. Deuxième étape : introduire progressivement la langue officielle comme matière à part entière, puis l'utiliser comme langue d'enseignement pour certaines disciplines.
- Enfin, il est important d'encourager la société civile à jouer un rôle actif dans la sensibilisation et le plaidoyer, afin de pousser les gouvernements à inscrire l'inclusion des langues locales à leur agenda politique et à mettre en place des politiques publiques concrètes allant dans ce sens.

CITATIONS DE L'INTERVENANT

Dr Hamidou Seydou Hanafiou

« Les Africains sont les seuls au monde à commencer leur éducation avec une langue qui n'est pas celle qu'ils parlent à la maison. »

« La maîtrise de la langue d'enseignement est un enjeu majeur. Dans certains pays, même des enseignants de mathématiques et de français ne maîtrisent pas totalement le français, à l'écrit comme à l'oral. Cela crée des problèmes dans la transmission du savoir. »

« Dès les indépendances, les diagnostics ont montré que la langue jouait un rôle majeur dans l'inadéquation des écoles. Les langues premières, pratiquées au quotidien, étaient exclues du système éducatif et leur usage en classe était puni. »

« Les études l'ont prouvé : on apprend mieux dans sa langue maternelle que dans une autre langue. »

« L'aspect qualité de l'éducation doit être mis en avant, mais le bagage culturel ne peut être ignoré. Les langues reflètent des spécificités régionales constitutives de la richesse d'un pays. »

« Les acquis en première langue doivent servir. L'apprentissage du français peut alors aller plus vite, réduisant la scolarité primaire de six à cinq ans, avec un gain économique important. »

« La gestion de l'éducation implique plusieurs dimensions : infrastructures, ressources pédagogiques, formation et encadrement des enseignants, orientations politiques... Les mauvais résultats s'expliquent aussi par les classes surchargées et le manque d'outils pédagogiques. »

« Produire des manuels et supports pour l'enseignement des langues nationales coûte plus cher, surtout dans un système bilingue où il faut le faire à la fois pour le français et les langues nationales. »

POUR ALLER PLUS LOIN

VIDEO DE LA CONVERSATION



Le site internet principal de WATHI

www.wathi.org



facebook.com/wathi.org/



[@WATHI_ThinkTank](https://twitter.com/WATHI_ThinkTank)



[@wathi_think_tank](https://www.instagram.com/wathi_think_tank)



[@wathi-think-tank](https://www.linkedin.com/company/wathi-think-tank)

Nos podcasts « Les Voix(es) de WATHI » sont disponibles sur :

